

DEBAT

Stewart PATRICK, Senior fellow et directeur du programme sur les institutions internationales et la gouvernance mondiale au Council on Foreign Relations (CFR)

Merci beaucoup. J'ai particulièrement apprécié la façon dont vous avez présenté le point de vue du secteur privé, en nous montrant que ce n'est pas seulement une question intergouvernementale. Je voudrais maintenant ouvrir le débat avec l'assistance. Je suis particulièrement intéressé par vos commentaires ou réflexions sur l'état actuel de la gouvernance mondiale de votre point de vue. Comment les relations entre les puissances émergentes et les puissances établies exerceront-elles une influence sur le type de gouvernance mondiale qui pourrait se développer progressivement à l'avenir, ainsi que sur la question du leadership ?

Peter JANKOWITSCH, Secrétaire général du Centre franco-autrichien pour le Rapprochement économique en Europe

Je suis un ancien ambassadeur auprès d'organisations diverses, telles que les Nations unies, l'OCDE et autres. Je suis extrêmement intéressé par votre sujet. Permettez-moi de commenter brièvement quelques-uns des points que vous avez soulevés. Tout d'abord, à propos de l'état actuel de la gouvernance mondiale, particulièrement dans le cas des énormes structures que sont les Nations Unies et les agences spécialisées, la situation n'est pas bonne car depuis de nombreuses années il y a une répugnance de la part de nombreux gouvernements de pays développés et en voie de développement à créer de nouvelles organisations suffisamment puissantes pour être capables de traiter les nouveaux enjeux majeurs en matière d'environnement.

Depuis longtemps, des appels à créer une organisation environnementale internationale ont été lancés. Pour l'instant, il n'existe qu'un bureau de l'ONU à Nairobi, mais rien à l'échelle mondiale. Il en va de même dans beaucoup d'autres domaines de la gouvernance mondiale. Même les grandes conférences internationales que les Nations Unies avaient l'habitude de tenir ont complètement disparu, à l'exception peut-être de celles qui se tiennent sur le climat. Il y avait, par exemple, des conférences très importantes sur la question des femmes, mais toutes se sont arrêtées parce que les gouvernements craignent d'être obligés d'accepter de nouvelles obligations. Et c'est pourquoi on assiste à un certain immobilisme des gouvernements, au moins en ce qui concerne la réforme des Nations Unies.

De plus, on constate une baisse croissante de la coopération inter-institutions. Comme je viens de le dire, les Nations Unies sont dotées d'un grand nombre d'agences spécialisées importantes, cependant elles ne coopèrent ou n'interagissent presque pas. Il existe toutes sortes de comités inter-organisations, mais peu de personnes cherchent à utiliser cette sagesse collective et cette masse critique. Vous avez posé la question de l'origine éventuelle du leadership dont la gouvernance a besoin et, de fait, des efforts ont toujours été faits pour créer une sorte de contre-pouvoir. Dans ce contexte, il serait peut-être intéressant d'analyser l'histoire du Mouvement des pays non alignés, qui est passé dans l'oubli et ne s'est jamais révélé particulièrement efficace, mais qui curieusement existe toujours. Pas un seul pays ne s'en est retiré. Le prochain sommet des pays non alignés va poser un problème intéressant d'ailleurs, car il se tiendra à Téhéran.

Ce mouvement a été une tentative de créer des contre-pouvoirs, similaire au Groupe des 77, dont on entend très peu parler aujourd'hui. Des efforts certains sont faits pour créer des contre-pouvoirs et de nouveaux pôles de leadership. À cet égard, citons des exemples tels que les efforts faits par le Venezuela d'établir des organisations régionales et sous régionales, mais au fur et à mesure on se demande où ces démarches vont aboutir et si elles auront le moindre effet.



Voilà certaines des pensées que vos questions m'ont inspirées.

Stewart PATRICK, Senior fellow et directeur du programme sur les institutions internationales et la gouvernance mondiale au Council on Foreign Relations (CFR)

Je voudrais faire quelques remarques sur le Mouvement des pays non alignés et le G77. J'ai cosigné un rapport sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU favorable aux intérêts nationaux des États-Unis et à partir d'un point de vue américain. Vus des États-Unis, le G77 et le Mouvement des non-alignés, bien qu'on n'en entende pas souvent parler, sont fréquemment perçus comme étant problématiques et anachroniques : leurs membres semblent figés dans des mentalités datant de la guerre froide ou de la période postcoloniale. De ce fait, ces instances ne semblent pas être particulièrement utiles ou capables de traiter les problèmes d'une ère nouvelle. Je me rends compte que je fais là une déclaration controversée et que, s'il y avait dans cette salle plus de personnes issues de ce monde-là, elles pourraient me la reprocher.

Une des questions relatives à la réforme du Conseil de sécurité est celle du comportement de l'Inde ou du Brésil, dans le cas où ils deviendraient membres permanents. Adopteraient-ils une perspective planétaire de leurs responsabilités ou, tout en restant des pays démocratiques, prendraient-ils des positions qui, dans un sens, pourraient s'avérer problématiques du point de vue américain ? Cela remet l'accent à nouveau sur la question et l'importance des valeurs comme facteur déterminant de la façon dont les pays abordent certaines de ces questions.

Pierre MOREL, Représentant Spécial de l'Union Européenne pour l'Asie Centrale et pour la crise en Géorgie

Je pense que nous avons eu une excellente introduction à ces questions et saisi en quelque sorte les deux aspects d'un même problème. Le problème est la diversité des engagements auxquels nous sommes confrontés. J'ai été le représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie Centrale pendant ces cinq dernières années. J'ai été frappé lors de votre discours sur l'état actuel de la gouvernance que vous ayez mentionné des problèmes sociaux, mais pas les migrations, ni les problèmes ethniques associés.

En Europe, regardez Lampedusa et le reste. C'est tout un continent qui fait mouvement vers l'Europe et ne sera pas arrêté par des forces navales ou autres. Il y a un grave problème de gouvernance parce que ça se passe au niveau du village. La gouvernance la plus efficace aujourd'hui est basée sur la criminalité. Il existe vingt ou trente réseaux criminels internationaux qui ne se préoccupent pas des frontières et qui ont été les premiers bénéficiaires de la mondialisation pendant ces vingt dernières années.

Certains soutiennent que leurs activités représentent l'équivalent du PNB de la Suède et d'autres pensent que c'est beaucoup plus que cela. Ce débat sur le montant qui est en jeu je le mentionne en référence à la production d'héroïne en Afghanistan, qui balaie tout le continent Eurasien. Je ne suis pas un expert de la cocaïne, mais il faut maintenant la traquer depuis la Colombie, jusqu'au Kenya en passant par la Somalie, ce qui vous donne un des meilleurs exemples de la mondialisation. Ils savent très bien comment se débrouiller et ils sont bien meilleurs que nous ne le serons jamais. Je pense que c'est un élément plutôt inquiétant que nous devons intégrer à nos réflexions.

Deuxièmement, j'ai un commentaire au sujet des 158 000 conventions, qui est une réalité. Dans votre introduction, vous avez mentionné la Convention sur les produits chimiques. J'en étais un des négociateurs et je constate combien elle a pesé sur l'industrie chimique. Elle a suscité beaucoup de réticence au départ. Pour les industriels, c'était un sujet pénible, mais nous sommes intervenus auprès d'eux et les avons prévenus que l'opinion publique ne leur était déjà pas favorable, qu'accepter la convention était dans leur intérêt, et finalement ça a marché. Cette convention internationale est vraiment sévère mais a été gérée avec succès pendant ces vingt dernières années. Il y a vingt ans, tout le monde était plus ou moins convaincu que les armes chimiques allaient être l'arme nucléaire des pauvres, alors que ce n'est plus du tout le cas actuellement.



Dans un sens, il y a une pléthore de conventions. Ne serait-ce que pour rectifier ce problème de quantité, penchons-nous d'abord sur nos lois nationales. Il existe des dizaines de milliers des lois qui sont remplacées ou tout simplement éliminées. C'est le même phénomène. Il y a une surcharge de tentatives légales pour gérer une réalité plus complexe. Tout le monde se plaint des parlements qui votent des lois absurdes ou qui sont obsolètes au bout de quelques mois, mais c'est en réalité un phénomène social plus large en vertu duquel dans de nombreux pays la qualité du droit hérité du passé est amoindrie par la quantité des lois nouvelles.

C'est là que se situe notre problème.

Stewart PATRICK, Senior fellow et directeur du programme sur les institutions internationales et la gouvernance mondiale au Council on Foreign Relations (CFR)

Selon vous, est-ce lié au fait que la législation nationale a été supplantée par le droit international ?

Pierre MOREL, Représentant Spécial de l'Union Européenne pour l'Asie Centrale et pour la crise en Géorgie

Non, je dis que le phénomène au niveau national est exactement le même que celui de la multiplication des conventions internationales. Dès qu'un problème se présente, on essaie de le régler avec une convention. Il y a un effet cumulatif, qui pourrait s'assimiler à une maladie de la postmodernité. Qui sait ? Notre vision du droit a changé sans que nous en prenions la mesure, et il se passe la même chose pour les conventions internationales, en un sens.

J'en ai terminé avec le point que vous avez soulevé, à savoir l'incapacité à gérer la complexité. Ces difficultés étant de type organisationnel, il faut les scinder en unités plus petites pour atteindre des niveaux intermédiaires plus facilement gérables. On met trop l'accent sur la remontée des problèmes vers les niveaux supérieurs. Il faut aussi tenir compte de la base, c'est-à-dire des manifestations etc. Il y a le mouvement altermondialiste issu du peuple. C'est élémentaire, mais dans certains cas il conviendrait de réduire le degré de généralisation pour revenir à des niveaux d'analyse plus modestes plutôt que de repousser le problème constamment vers le haut de la pyramide. Il faut mener une certaine réflexion pour que cette première vague de mondialisation puisse orienter la réflexion.

Pour conclure, je veux parler de quelque chose qui me frappe. En Asie centrale, j'ai assisté à quelques tentatives de gestion de la crise au niveau mondial qui ont pris la forme de réunions d'organisations internationales. Il s'agit d'une tendance assez intéressante. Quand la crise éclate, chacun reconnaît que la situation est hors de portée et tout le monde se serre les coudes. Le même scénario est valable pour une organisation. Les massacres ethniques et la crise au Kurdistan sont restés limités parce que c'est un petit pays. Trois jours après la révolution, l'UE, l'OSCE et l'ONU ont décidé de travailler en collaboration, de tenir des réunions hebdomadaires, etc. Le pays en est aujourd'hui à ses troisièmes élections et à un transfert de pouvoir constitutionnel au nouveau président en Asie centrale, ce qui n'était pas arrivé depuis vingt ans.

Il était évident que nous serions tous critiqués pour cette tendance à produire des organisations internationales, mais qu'il est préférable de s'unir pour parvenir à gérer quelque chose. Je pense que la région de l'Afghanistan va vivre la même évolution après 2014. La situation va empirer, mais nous sommes tous empêtrés avec des gens qui risquent leur vie sur le terrain et la menace de la pègre et nous allons faire face à de nouveaux problèmes avec les Talibans. Nous ne pouvons pas en sortir. Nous sommes engagés. Nous allouons des fonds.

Il s'agit de se serrer les coudes en allant même plus loin en direction de ce que j'appelle la mutualisation – nous parlons de mutualisation en ce qui concerne la crise de l'euro – qui est un processus pénible et compliquée, mais représente plus ou moins la tendance. Nous ne formons pas une autorité nazaréenne. Lorsqu'il s'agit d'un problème durable, nous devons unir nos forces pendant une assez longue période.

Thierry SORET, Conseiller politique, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Je suis conseiller auprès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en matière de gouvernance économique mondiale. Je voudrais aborder la question clé de la cohérence des politiques en matière de gouvernance économique mondiale par rapport au besoin de renforcer et d'améliorer la coordination entre les accords formels et informels.

Bien que je sois membre du personnel de l'ONU, je voudrais revenir sur votre opinion selon laquelle le G20 serait dysfonctionnel, car je ne suis pas de cet avis. Permettez-moi de vous dire pourquoi. Le G20 est né du besoin de réagir à la crise économique et financière pour deux raisons. La première est que l'ensemble des institutions existantes a été incapable d'agir, souffrant d'inertie. La seconde est que le G20 était censé être une instance plus efficace pour affronter ces problèmes étant donné le transfert du pouvoir économique mondial au cours des vingt dernières années, une tendance que l'on a vu s'accroître depuis.

Le G20 a exercé son leadership et a décidé lors du sommet de se concentrer uniquement sur les grands défis économiques. Cependant, ces défis étant interconnectés et pluridimensionnels, c'est l'interdépendance qui est ici en jeu. Par exemple, le G20 a tenu compte du fait que la croissance économique mondiale a un impact sur l'avancement des pays en voie de développement, mais aussi sur l'environnement, les politiques sociales, le rythme du changement climatique et, bien sûr, la sécurité. Il convient donc d'intégrer la dimension du développement dans le plan d'action pour la croissance.

Je tiens à dire que, dans ce contexte d'interdépendance grandissante, nous avons besoin de politiques spécifiques. Pourquoi ? Parce que nous constatons que le G20 exerce son leadership en tentant de relever les défis et d'aider à faire progresser les problèmes plus rapidement à un moment où la crainte s'installe, et ce en s'appuyant sur des accords officiels avec des organisations internationales spéciales pour mettre en œuvre certaines de leurs décisions. Par ailleurs, nous constatons que des organisations internationales se fixent une sorte de mission de réagir à ces exigences imbriquées selon leur propre point de vue. C'est le cas du FMI, par exemple, qui prône des politiques sociales actuellement.

Je pense que nous avons besoin de ce que Pascal Lamy qualifiait autrefois de « triangle de cohérence » : au G20 l'organisation et la direction des conférences, dans la mesure du possible ; aux organisations internationales spécialisées la mise en œuvre concrète, car elles possèdent l'expertise, la capacité, la légitimité, etc. ; et à l'ONU le processus de coordination visant à proposer des politiques pour faire face à ces défis mondiaux.

La réforme a un rôle spécifique à jouer et l'interdépendance nous oblige à nous préoccuper des intérêts à long terme. Tel est l'enjeu actuel, je pense. Il faut une instance globale qui s'occupe des intérêts à long terme de l'humanité dans son ensemble parce que les États-nations sont habitués à se concentrer sur leurs intérêts particuliers à court terme. Comme l'interdépendance est le véritable moteur de la création de nouvelles règles qui fondent l'ordre mondial, nous avons besoin d'une instance qui endosse la responsabilité de cette approche du processus décisionnel politique qui privilégie le service des intérêts à long terme.

Le Secrétaire général de l'ONU a aussi un rôle spécifique à jouer, afin que nous puissions avancer concrètement, particulièrement au sein du G20, où il est invité en vertu des principes de fonctionnement des organisations internationales, mais pas en tant qu'expert. Il est un prestataire de services, au même titre que le directeur général du FMI ou le président de la Banque mondiale. À cet égard, il pourrait bénéficier d'un statut particulier de représentant des intérêts de l'humanité à long terme dans le contexte de l'interdépendance et des changements mondiaux.

TAN York Chor, Ambassadeur de la République de Singapour en France et au Portugal

Je suis l'Ambassadeur de la République de Singapour à Paris. Auparavant, j'ai cumulé les fonctions de représentant permanent de Singapour auprès de l'Organisation des Nations unies à Genève ainsi qu'auprès de l'Agence Internationale de l'Énergie (l'AIE) ici à Vienne. Auparavant encore, j'ai été l'adjoint de Kishore Mahbubani quand il était

le Représentant Permanent de la Mission de Singapour auprès des Nations unies à New York. Je ne suis pas un expert, mais j'ai pu observer la façon dont les organisations internationales fonctionnent et constater que, dans une certaine mesure, leur activité est liée à la gouvernance mondiale. Il y a des organisations techniques qui travaillent très bien et contribuent en partie à la gouvernance mondiale, telles que l'Union internationale des Télécommunications (l'UIT), l'Organisation Maritime Internationale (l'OMI) et l'Organisation météorologique mondiale (l'OMM), sans oublier l'Organisation Mondiale de la Santé (l'OMS).

Je voudrais soumettre des réflexions et des observations à partir desquelles nous pouvons peut-être trouver des éléments de réponses. Quand on parle de gouvernance mondiale, la question est de savoir de quoi il s'agit et de quelle façon elle fonctionne. Je pense qu'une des raisons pour lesquelles nous en parlons est que le monde est devenu plus complexe. Autrefois, quand la terre était moins peuplée, vous pouviez polluer autant que vous vouliez, la nuisance s'arrêtait à votre voisinage. Aujourd'hui, la pollution chinoise traverse l'océan. Tchernobyl en est un autre exemple.

La technologie engendre autant de solutions que de problèmes. Elle favorise le progrès dans le domaine de la santé, mais, par ailleurs, des scientifiques sont capables de mettre au point un virus H5N1 ou celui de la variole. Cela nous oblige à fixer des règles communes. Dès lors, à quoi faut-il être attentif et que faut-il réglementer ?

Pour la première fois, je pense que l'homme peut agir à l'échelle mondiale et a déjà commencé à le faire, comme, par exemple, en matière de couche d'ozone. Heureusement, c'était un problème plus facile à gérer pour les entreprises et les gouvernements. À Singapour, nous avons une opération menée par l'État qui a permis l'élimination de certains produits chimiques et le traitement du problème de l'ozone. Malheureusement, je pense que le réchauffement climatique est plus compliqué.

Je voudrais me concentrer davantage sur le domaine de la santé afin de comprendre pourquoi les choses deviennent plus compliquées. Peut-être que ce sont parfois les fruits les plus faciles à atteindre qui sont cueillis en premier. L'Organisation Mondiale de la Santé (l'OMS) a démarré il y a environ trente ans par le traitement de la variole. C'est une maladie si terrible qu'elle nous a enfin poussés à agir dans l'intérêt commun pour l'éradiquer. La poliomyélite est encore soignée, mais pratiquement éradiquée. Les pays soumettent beaucoup d'autres demandes à l'OMS, qui ne peut pas tous les résoudre par manque de financement. C'est devenu une véritable lutte.

Les pays d'Afrique australe demandent que l'on corrige certaines lacunes, telles que les maladies négligées qui ne touchent pas le monde développé mais affectent des millions de personnes en Afrique. Comme ce sont les pays développés qui fournissent l'essentiel des fonds aux organisations internationales, dès que leurs intérêts divergent les problèmes commencent. À l'origine, une partie de la raison d'être du G77 et du Mouvement des pays non-alignés (MNA) s'explique par ce sens de la solidarité entre les nantis et les démunis. Autrefois, les actions étaient menées dans l'intérêt de tous. De nos jours, il est de plus en plus difficile de discerner dans les intérêts de qui fonctionnent ces deux instances.

Même en matière de changement climatique, comment juger ce qui est équitable ? Faut-il raisonner en termes d'émissions de gaz à effets de serre par tête d'habitant ou par rapport à l'histoire, c'est-à-dire par rapport aux quantités de carbone émises dans le passé ? Je pense qu'il s'agit d'un problème très complexe car il peut difficilement être décomposé en éléments plus simples à analyser et à résoudre.

Quelqu'un a mentionné la Somalie où, là encore, la gouvernance mondiale fait défaut. Pourtant la question des ressources halieutiques se pose partout à travers le monde. Tant qu'il n'y aura pas d'accord sur la gestion mondiale des ressources halieutiques, des pays tels que la Somalie seront désavantagés. En effet, lorsque la Somalie est devenue un État souverain, elle avait perdu sa marine. De nombreux pays sont venus pêcher avec de gros bateaux et les Somaliens qui survivaient de cette activité ont perdu leur moyen de subsistance. Certains d'entre eux se sont tournés vers la piraterie, ciblant d'abord la flotte de pêche, et quand les flottes de pêche ont disparu ils ont visé les bateaux de croisière et toutes les embarcations qui passaient au large des côtes. Cela démontre que certaines situations peuvent dégénérer en problèmes plus graves.



Ces problèmes ont été pris en charge de diverses manières. Les organisations internationales peuvent parfois résoudre certains problèmes. En matière de désarmement, nous étions enlisés dans des blocages politiques, mais un groupe d'ONG et de représentants de la société civile sont sortis du cadre de l'ONU pour régler le problème des mines antipersonnel en négociant la Convention d'Ottawa. Même les pays demeurés en dehors de cette Convention la respectent et s'interdisent l'utilisation des mines antipersonnel.

Plus récemment, c'est la Convention d'Oslo qui s'attaque au problème des armes à sous-munitions. Je pense que ces exemples illustrent une première manière pour la société civile d'aborder ce genre de problème. Voici une autre solution possible : chacun analyse sa propre préoccupation, ce qui nous permet d'essayer de résoudre nos problèmes locaux. Cette approche pose la question de la capacité de former les pays plus pauvres à la résolution de leurs propres problèmes. Pour réduire la pollution ou la destruction des forêts ils pourraient avoir recours à des dispositifs simples.

Une troisième façon de solutionner cette question épineuse du réchauffement climatique consiste à modifier nos habitudes de vie dans tous les pays du monde. C'est une mutation très difficile. Vous ne pouvez pas demander à des millions de Chinois et d'Indiens qui accèdent à la classe moyenne et deviennent plus prospères de changer leur mode de vie pendant que le reste du monde continue de fonctionner comme avant sans changement. Nous devons aussi changer de vie et la sensibilisation à cette exigence joue un rôle important.

Nous ne pouvons pas résoudre ce problème individuellement ou avec un groupe de pays au moyen du processus de Copenhague ou de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), mais peut-être qu'avec une sensibilisation accrue grâce, entre autres, aux réseaux sociaux de la jeunesse il nous sera possible de faire pression sur les gouvernements, les entreprises et tous les autres acteurs pour qu'ils soient socialement responsables. Beaucoup de jeunes donnent l'exemple et réduisent leur consommation. Ils apprécient le luxe autant que nous, mais prennent la décision consciente de diminuer leurs émissions de CO₂. Si chacun en fait autant, l'espoir pourra renaître.

Je ne peux pas qualifier ce concept de gouvernance mondiale. Il serait plus juste de dire « autogouvernance mondiale, » mais au moins cette idée pourrait-elle peut-être alimenter notre optimisme dans l'avenir. Je vous remercie.

Stewart PATRICK, Senior fellow et directeur du programme sur les institutions internationales et la gouvernance mondiale au Council on Foreign Relations (CFR)

Merci pour ces commentaires.

Tadakatsu SANO, Avocat, Jones Day

J'ai été Vice-ministre aux affaires internationales du Ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (le METI). J'étais responsable de la négociation commerciale multi-niveaux au sein de l'OMC et des négociations commerciales bilatérales avec Singapour et le Mexique, qui se poursuivent actuellement avec la Corée et d'autres pays.

Nous avons tous célébré le lancement du cycle de Doha. Deux années plus tard à Cancun, je pensais vraiment que Doha ne menait nulle part, mais cela nous a obligé à entamer une négociation commerciale bilatérale avec la FDA (l'Agence fédérale américaine des produits alimentaires et médicamenteux), entre autres. J'ai été fort impressionné par les remarques de M. Cleary et partage presque entièrement son avis sur l'état actuel du monde. Bien qu'il existe une profusion de programmes mondiaux, ils ne semblent pas réussir concrètement à constituer une majorité ou un consensus entre tous les acteurs mondiaux. La difficulté est là.

Comme l'a affirmé M. Cleary, c'est la complexité qui est à l'origine du problème. Nous ne la maîtrisons pas. Après mon départ du Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie, j'étais le premier adjoint au Premier Ministre Hatoyama, qui a échoué dans sa mission et a été forcé de démissionner. Cette déficience de gouvernance dans la vie politique n'existe pas seulement au Japon – elle est largement répandue, notamment aux États-Unis et en Chine, comme l'a dit M. Patrick. Dans le cas des États-Unis, où est le leadership ? La définition même de ce concept est délicate.

Un leadership fort implique d'aller de l'avant sans majorité ni consensus. Comment un élu peut-il y arriver ? En ce sens, il n'existe aucun leadership dans le monde actuel, et le G20 en est une preuve car il ne parvient à aucun consensus. Il se dégage peut-être une forme de consensus au niveau national, mais il s'agit en fait d'un comportement forcé sous couvert de consensus. En matière de politique intérieure, comment le public peut-il vraiment comprendre les questions soulevées par le programme de priorités mondiales ou nationales ou encore les problèmes budgétaires ?

Que les systèmes politiques soient parlementaires ou présidentiels, ils sont si complexes que les élus ne délèguent pas leur pouvoir. Nous sommes dans une forme de démocratie où il faut voter sur des sujets controversés sans les comprendre ni en avoir une connaissance suffisante, même s'ils sont d'intérêt mondial. Comment parvenir à une véritable délégation de pouvoir par le peuple ? Je pense qu'il s'agit d'une question primordiale.

Je suis presque aussi pessimiste que vous, mais je veux aussi chercher des solutions adaptées à l'avenir. Dans cinq ans, les politiques, les économistes ou même les dirigeants d'entreprise auront du mal à réaliser des avancées. Pour l'instant, je pense que c'est au-delà de notre capacité. 1991 a été l'année du Traité de Maastricht. Nous pensions que l'avenir serait radieux après la chute du mur de Berlin et nous mettions beaucoup d'espoir dans la mondialisation, étayée par l'information et la communication, les nouvelles technologies, etc. Il me semble que l'Internet lui-même ne cristallise guère le moindre consensus. Au lieu de cela, il encourage plutôt la divergence.

À l'heure actuelle, l'Internet ne favorise pas la moindre forme de citoyenneté, mais au contraire crée plutôt des consommateurs et un concept axé sur la consommation. Je voudrais poser une question aux intervenants et à l'assemblée. Comment pensez-vous assurer un avenir prometteur pendant les cinq à dix années qui viennent ? Je partage les préoccupations qui ont été exprimées ici. Merci.

Rainer MÜNZ, Responsable de la recherche fondamentale (Erste Group)

Je représente une banque de détail située ici à Vienne. Pourrions-nous hiérarchiser les problèmes auxquels nous sommes confrontés pour mieux appréhender les mécanismes qui fonctionnent ? Le Conseil de Sécurité des Nations Unies fonctionne très bien dans certains domaines, comme vous pouvez le constater avec la Libye, où nous n'attendons plus que l'intervention de la France et de la Grande-Bretagne. En revanche, il est impuissant quand les intérêts bien établis de longue date de quelques États membres possédant le droit de veto sont en jeu. Le Moyen-Orient en est un bon exemple : on peut constater que lorsque les États-Unis exercent leur pouvoir de veto ils le font non pas en fonction de la situation au Moyen-Orient, mais en fonction de la situation politique intérieure aux États-Unis.

Le G20 ne saurait remplacer le Conseil de sécurité bien que certains considèrent qu'il faut une autre instance eu égard au fait que les Nations Unies sont considérées par ceux qui soutiennent le G7, le G8 et le G20 comme étant une organisation dysfonctionnelle. Il était prévu d'instaurer un leadership mondial des nations représentant 80 % du PIB et de la population du monde et donc qu'on pourrait se passer de l'avis des petits pays. Il est certainement plus facile de résoudre les conflits mineurs. Malheureusement, nous ne sommes pas doués lorsqu'il s'agit de construire ou de reconstruire une nation. La Somalie et l'Afghanistan prouvent que notre capacité de détruire un gouvernement est plus grande que celle qui consiste à le remplacer par un autre.

L'Afghanistan est un cas d'école : depuis que nous sommes présents dans ce pays, la violence et les pertes humaines n'ont fait qu'augmenter. En 2002, la violence était quasiment inexistante, alors qu'actuellement le nombre de morts s'accumule - nous avons tendance à oublier que les États-Unis n'avaient que 10 000 soldats sur le terrain et avaient peu de troupes avant la seconde guerre d'Iraq. Mais aurait-on pu agir autrement ?

Vous avez mentionné la Somalie et vous avez tout à fait raison. C'est la destruction du moyen de subsistance des pêcheurs qui les a conduits à constituer des groupes armés pour tenter d'arraisonner les flottes de pêche étrangères, jusqu'à ce qu'ils découvrent que la piraterie était rentable. En fait, cela va beaucoup plus loin. J'ajouterai que le détroit de Malacca a aussi subi les attaques des pirates à une certaine époque. Il existe des solutions à ce problème, mais il faut pour cela des gouvernements bien en place dans la région concernée. Si la Malaisie était un État failli, ce serait très difficile.

Je pense qu'on ne peut pas résoudre tous les types de conflit et tous les types de problèmes et qu'il faut savoir quelle méthode appliquer. Nous n'avons apparemment pas d'instance capable de mettre en œuvre une solution. De toute façon, il semble qu'il n'existe pas de solution uniforme ou unique. Certes, on avait l'espoir en 1944/1945 que les Nations Unies pourraient résoudre tous les conflits. La crise que traverse actuellement l'Union européenne illustre la même problématique. Nous avons réussi à surmonter les égoïsmes nationaux, mais uniquement parce que 26 des 27 pays ont pris conscience du fait que la recherche d'un compromis est de loin préférable à l'implosion de l'Union européenne.

En temps normal, en l'absence de danger, les politiques peuvent toujours se targuer devant leur électorat d'avoir réussi à trouver un compromis ; parce qu'il est risqué d'affronter l'opinion publique ceux-ci ont tendance à filtrer l'information. À contrario, une crise provoque l'effet inverse, c'est-à-dire qu'elle accélère l'intégration européenne. Reste à voir si les nouvelles dispositions du traité ou la coopération intergouvernementale entre les 26 membres aboutira à un mécanisme qui permette de s'attaquer aux déficits gouvernementaux.

Quand un président en exercice veut se représenter et que l'État a besoin de financement, il peut toujours faire appel aux marchés ; mais il y a toujours un élément de risque moral qui persiste. La Cour de Justice Européenne au Luxembourg veille au respect du droit européen et vérifie que vous l'avez transposé dans le droit national car l'Europe n'a toujours pas prévu de mécanismes de sanction. Qui vivra verra.

Jusqu'à maintenant, ce sont les marchés financiers et les agences de notation qui ont joué ce rôle de régulation. L'absence de mise en œuvre de certaines réformes par les parlements et les gouvernements révèle la faiblesse de la gouvernance démocratique. Dans ce contexte, c'est la peur du comportement des porteurs d'obligations qui nous force à agir, c'est-à-dire, plus précisément, la peur que les investisseurs ne soient pas disposés à acheter nos obligations. Ce type d'échec de la gouvernance est en quelque sorte lié à une faiblesse inhérente : vous venez d'évoquer l'essor des démocraties dans le sillage de la chute du mur de Berlin en 1989, mais une des faiblesses inhérentes aux démocraties est le manque de responsabilité budgétaire à long terme.

Vous pouvez toujours espérer que c'est le gouvernement suivant qui n'honorera pas les engagements pris quand vous ne serez plus au pouvoir. Cela revient à repousser le problème à la génération suivante, et c'est le jeu auquel nous avons joué jusqu' à présent. En Grèce et en Irlande, la partie vient de se terminer pour des raisons différentes. Si le même scénario se produit aux États-Unis, ce sera un désastre pour l'économie mondiale. Des pays tels que les États-Unis, la France ou l'Allemagne ne pourraient jamais être renfloués financièrement par le moindre mécanisme imaginable actuellement. Il faudra donc qu'un minimum de gouvernements se comportent de manière suffisamment responsable pour s'occuper des plus petits.

J'insiste sur la nécessité d'une meilleure compréhension des problèmes que nous souhaitons résoudre avant de penser à mettre en place une structure de gouvernance, et non pas l'inverse, qui consiste à espérer d'abord pouvoir établir un groupe tel que le G20. À son lancement d'ailleurs, les difficultés que le G20 était censé solutionner n'étaient pas clairement énoncées, en dehors du fait qu'il s'agissait des problèmes laissés en suspens par le Conseil de sécurité et d'autres institutions, Je suis convaincu qu'il serait plus utile d'aborder le problème dans l'ordre inverse.

De même, le mouvement des pays non-alignés a perdu beaucoup de son intérêt ou de sa pertinence lorsque le conflit est-ouest a cessé d'exister. En effet, pendant la guerre froide il fallait l'intervention d'un tiers neutre pour réduire les tensions. C'est la raison pour laquelle les pays non-alignés ont aujourd'hui perdu leur raison d'être, y compris un État neutre tel que l'Autriche, qui était autrefois un pont entre l'Est et l'Ouest. À partir du moment où les représentants des pays concernés peuvent communiquer directement entre eux, l'intervention d'une instance neutre devient superflue.



Sa seule utilité se résume désormais à faciliter les échanges d'espions entre les États-Unis et la Russie, ce qui se passent toujours dans des lieux tels que Vienne.

Stewart PATRICK, Senior fellow et directeur du programme sur les institutions internationales et la gouvernance mondiale au Council on Foreign Relations (CFR)

Le grand intérêt de votre commentaire est de souligner la fécondité de l'approche qui consiste à se focaliser sur un problème plutôt que sur une institution. Je pense qu'à certains égards le Conseil de sécurité de l'ONU a été conçu de telle sorte qu'il soit frustrant en raison du droit de veto que ses membres permanents détiennent. Bien que j'aie évoqué l'écart croissant entre la répartition mondiale du pouvoir et la composition actuelle des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, je ne suis pas sûr qu'il traverse encore une crise de légitimité. Il reste aussi un doute sur la pertinence d'un mécanisme alternatif ou d'un élargissement du Conseil pour une meilleure efficacité en matière de maintien de la paix et de la sécurité.

Vous pourriez soutenir qu'il résulterait de tout mécanisme alternatif de nombreuses impasses politiques et des difficultés accrues pour former des coalitions gagnantes ou de blocage. En revanche, vous pourriez faire valoir aussi qu'élargir de quelques pays compétents le groupe des membres permanents pourrait les inciter à s'investir dans les travaux du Conseil de Sécurité, sachant toutefois que cela dépendrait beaucoup de l'identité des pays et de l'ampleur de l'élargissement.

Jean-François GOMBEAUD, Vice President Financial Engineering SMO chez EADS

Je voudrais évoquer les difficultés à faire appliquer les mesures. Je donnerai un exemple tiré de la finance, qui ne concerne ni la corruption, ni les opérations bancaires. À la suite des difficultés surgies en 2007 et de l'explosion de la crise en 2008, on a décidé de tout faire pour empêcher de telles situations de se reproduire. De longues discussions se sont tenues pour parvenir aux accords de BÂLE III, qui se sont traduits par un certain nombre de recommandations. Or les États-Unis se sont empressés de déclarer qu'ils ne les appliqueraient pas. Ont suivi les Latino-américains, qui ont dit : « Vous êtes fous? Nous ne ferons jamais cela. » Et les Chinois ont eu la même réaction.

Les seuls à mettre en œuvre ces recommandations de pur bon sens sont les banques européennes et peut-être les banques japonaises. À mon avis, cette situation reflète un vrai problème de leadership. Je ne comprends pas pourquoi un pays comme les États-Unis ait refusé d'appliquer les recommandations des accords BÂLE III. Je souligne d'ailleurs à ce propos qu'ils n'appliquent pas plus les accords de BÂLE II. Je n'arrive pas à comprendre comment la Chine, qui a l'ambition qu'on lui connaît, a pris le parti de ne même pas lire le texte de ces accords. Il est important de ne pas l'oublier et d'en être conscients.

Sean CLEARY, Président de Strategic Concepts (Pty) Ltd

Permettez-moi de clarifier mon point de vue. Je pense que le verre est plus qu'à moitié plein. Comme j'ai déjà essayé de le dire, un des résultats de la mondialisation a été de soustraire entre 1.5 milliards et 2 milliards de personnes à la pauvreté absolue. Nous avons constitué des réserves de capital financier et technologique à une échelle sans précédent. Examinez n'importe quelle mesure du bien-être, tel que l'indice de développement humain du PNUD, et vous constaterez que l'humanité dans son ensemble n'a jamais compté autant de gens vivant à des niveaux équivalents de bien-être et d'accomplissement qu'aujourd'hui.

Il serait tout à fait faux de juger les trente ou quarante dernières années comme un désastre. À bien des égards, elles ont été au contraire un succès extraordinaire. Dans le cas de systèmes complexes, il faut comprendre que, lorsque

tout fonctionne bien, les hauts niveaux de connectivité permettent de mobiliser toutes nos capacités : la performance et la croissance phénoménales du secteur financier mondial entre 2003 et 2007 en sont un exemple. Des quantités énormes de richesse ont été générées dans l'économie financière au cours de cette période, entraînant des effets induits positifs sur l'économie réelle.

Cependant, lorsque la situation commence à se détériorer, avec le même niveau de connectivité, les facteurs multiplicateurs à la baisse et les effets d'amplification à la baisse augmentent brutalement. Il nous faut comprendre ce qu'impliquent les niveaux de complexité et de connectivité que nous avons engendrés au sein du système mondial. Nous devons prendre conscience que nous ne comprenons pas vraiment comment ça fonctionne. Aucun banquier, aucune personne siégeant au conseil d'administration d'une banque n'a été capable de comprendre les interactions entre les dizaines de milliers de CDO (titres garantis par une créance synthétique), de CDO de CDO, de CDO 'au cube' et des swaps sur défaillance de crédit (CDS). Il était impossible de modéliser les effets en question.

John Thain a affirmé publiquement qu'il fallait plus de trois heures à Morgan Stanley au moyen « d'un des ordinateurs les plus rapides aux États-Unis » pour modéliser l'effet sur leur bilan d'une seule tranche d'un seul CDO. Nous devons rester humbles face aux implications d'un tel niveau de complexité. Bruno est à la tête d'une affaire qui a brillamment réussi et je vais dire quelque chose qu'il pourra ensuite démentir à son gré. Bruno, vous dirigez une entreprise à succès car vous avez une vision nette de vos objectifs et une clarté absolue quant à votre mission. Vos buts sont assortis de repères temporels et sont quantifiés, et vous les adaptez régulièrement au contexte, si nécessaire, par la mise en œuvre de stratégies efficaces qui vous permettent de les atteindre.

Par conséquent, vous savez quel niveau de socialisation interne, d'intégration et d'alignement culturel vous devez instaurer quand vous rachetez une entreprise. Vous êtes conscient du degré de communication interculturelle requis, et vous avez la capacité de le mettre en œuvre de manière efficace et cohérente. Si le monde était gouverné comme vous dirigez votre entreprise, il se porterait bien, mais ce n'est malheureusement pas le cas. Le monde est gouverné d'une toute autre façon.

Nous n'avons pas de vision collective, commune à tous les acteurs majeurs. Nous n'avons pas un sens clair de notre mission. Nous n'avons pas de buts quantifiés, assortis de repères temporels et nous n'avons pas de stratégies cohérentes. Nous ne partageons pas de cadre normatif collectif qui nous permette de dire : « Attendez, vous vous écarterez du chemin. Revenez par ici, les gars. » Nous n'avons aucun de ces instruments, et c'est la raison pour laquelle nous nous heurtons à des problèmes en permanence. Vous auriez les mêmes difficultés à résoudre au sein de votre propre activité. Il n'y a rien d'exceptionnel à cela. C'est la façon dont fonctionnent les organisations humaines.

Ce niveau de cohérence est indispensable. Pourquoi Singapour a-t-il si extraordinairement bien réussi pendant la période de gestion de Lee Kuan Yew ? Parce que tous ces ingrédients étaient réunis. Certes, c'est venu en grande partie grâce à une seule personne, ce qui n'est probablement pas souhaitable. Mais le fait est que le dispositif a été maintenu pendant un certain temps. Les systèmes politiques fonctionnent ainsi. Sans un bon niveau de cohérence normative dans un système politique, il est impossible de comprendre comment effectuer des choix douloureux parmi des intérêts opposés et de faire admettre aux gens la légitimité des décisions prises par le pouvoir exécutif. Le législateur ne saurait pas comment légiférer et les tribunaux ne sauraient pas comment juger.

Tout s'appuie sur ce haut degré de cohérence normative que malheureusement nous n'avons pas réalisé. L'autre problème, que l'ensemble des intervenants a mentionné, est le cloisonnement des disciplines. Les gens sont spécialisés en économie, en droit, en science politique, en sociologie, en anthropologie culturelle, en ingénierie, et autre, mais aucune de ces disciplines à elle seule ne nous donne les moyens de d'affronter la complexité du monde globalisé dans lequel nous vivons. Un des problèmes clés que nous devons résoudre aujourd'hui est la relance de la croissance, dans une à la fois démarche socialement inclusive et écologiquement durable.

Aucun économiste ne peut répondre à cette question. Aucun spécialiste des sciences de la terre, aucun avocat, aucun leader politique ne peut répondre à cette question. Et pourtant, c'est l'enjeu principal. Pour envisager la sécurité, il faut repenser son échelle, qui va de l'homme individuel, à la sécurité nationale, régionale et mondiale. L'objectif ultime est d'assurer la sécurité des individus et des communautés. Nous n'avons pas de mécanisme qui le permette car les gens qui sont focalisés sur les problèmes de la sécurité humaine sont complètement différents - et ne communiquent même



pas avec – le personnel des ministères de la Défense et des services de renseignement censés traiter les questions de sécurité nationale et mondiale.

Il existe deux grandes difficultés à cet égard. Nous ne possédons pas de cadre organisationnel soutenu par un consensus normatif commun, et nous avons des habitudes de spécialisation disciplinaire qui sont les produits du savoir occidental dérivé de la pensée platonicienne, qui a atteint son apogée entre la fin du 18^{ème} et la fin du 19^{ème} siècle. Vous comprendrez que ça ne sert pas à grand-chose en termes politiques publics dans l'environnement fortement interconnecté d'aujourd'hui.

C'est un vrai problème. Nous pouvons nous targuer de nombreuses réalisations absolument extraordinaires. Nous avons maintenant besoin de solutions adaptées. La dernière chose à faire est de créer quelque chose qui ne répond pas aux problèmes et défis auxquels nous sommes confrontés. Nous ne pouvons pas nous permettre de rester coincés dans un processus industriel de fabrication qui a sans doute parfaitement fonctionné dans les années 1950, mais qui n'a plus aucun rapport avec les exigences de la décennie à venir.

Je pense que c'est là que se situe le défi de la gouvernance mondiale. Comment pouvons-nous y faire face ? En changeant notre façon d'y réfléchir, en travaillant beaucoup plus au développement d'un consensus normatif, comme le fait un chef d'entreprise, et en essayant de contrecarrer la dégradation de l'autorité qui a considérablement affaibli le processus politique démocratique au cours des cinq dernières années. Aujourd'hui, les élus nationaux ne sont pas capables de changer les choses dans le contexte d'un monde fortement mondialisé. C'est un autre défi de taille que j'ignore comment affronter, mais que nous devons relever.

Stewart PATRICK, Senior fellow et directeur du programme sur les institutions internationales et la gouvernance mondiale au Council on Foreign Relations (CFR)

Souhaitez-vous ajouter des commentaires ?

Bruno LAFONT, PDG du Groupe Lafarge

Non, les commentaires précédents me satisfont.

Stewart PATRICK, Senior fellow et directeur du programme sur les institutions internationales et la gouvernance mondiale au Council on Foreign Relations (CFR)

Merci à tous d'avoir survécu à ces deux heures de débat, et merci pour vos contributions perspicaces à cette discussion, qu'il sera aisé de résumer pour le rapport de demain en séance plénière.